



Focus

40 ans de la FPT : entretien avec François Deluga, Président du CNFPT [vidéo]

Weka, 14/03/2024, 9 min 14

<https://www.youtube.com/watch?v=xjt1ZmnlI-g>

"Découvrez notre entretien avec François Deluga, Président du CNFPT. L'occasion pour lui de faire le bilan et d'évoquer les perspectives d'avenir, à l'heure des 40 ans de la FPT et de son départ imminent."

Le CNFPT recrute des intervenants pour ses écoles de police municipale

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 11/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/916254/le-cnfpt-recrute-des-intervenants-pour-ses-ecoles->

Pour faire face à la montée en puissance des polices municipales, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) a réorganisé son plan de formation avec notamment la création de quatre centres dédiés. Il lance ce jeudi 14 mars une vaste campagne de recrutement d'intervenants. Le point avec William Weiss, directeur des formations de prévention et de sécurité au CNFPT.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport



Avec l'éducation à l'empathie, stop au harcèlement scolaire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 40

<https://www.lagazettedescommunes.com/918772/avec-leducation-a-lempathie-stop-au-harcèlement->

Une quinzaine d'agents de Saint-Raphaël (Var, 36 000 habitants) ont été formés pour éduquer les enfants à la prise en compte des sentiments de l'autre et prévenir le harcèlement.

Quand la cantine municipale cultive ses propres légumes bio : « Rien à voir avec les surgelés ou les conserves d'avant »

Lemonde.fr, 24/03/2024

<https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2024/03/24/quand-la-cantine-municipale-cultive-ses-propres->

Villages, villes, métropoles se transforment en maraîchers pour cultiver dans leurs fermes municipales de quoi alimenter cantines scolaires, Ehpad et épiceries solidaires.

Pour une éducation aux médias et à l'information (de) tous les jours

TheConversation.com, 17/03/2024

<https://theconversation.com/pour-une-education-aux-medias-et-a-linformation-de-tous-les-jours->

Chaque année, dans bon nombre d'établissements de la maternelle au lycée, la Semaine de la presse et des médias permet de « développer le goût pour l'actualité », tout en abordant avec les élèves des notions clés du travail journalistique, du décryptage de l'information, à travers des présentations du paysage médiatique ou des rencontres de rédactions.

Si cette manifestation a son importance, elle ne suffit bien sûr pas à mener à bien tous les objectifs énoncés ci-dessus. L'observation des pratiques informationnelles enfantines et adolescentes, comme l'analyse des situations d'apprentissage dans le monde scolaire mais aussi en famille, en médiathèques ou dans les communautés associatives, plaident incontestablement pour une banalisation de l'éducation aux médias et à l'information (EMI).

Cette éducation est une pierre angulaire du développement d'une culture générale. Comment s'y prendre pour mieux l'ancrer dans le quotidien des jeunes générations ?

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/274092-leducation-aux-medias-emi-face-aux-defis->

Rendre accessibles les bâtiments scolaires : levier pour une école inclusive

Cerema.fr, 13/03/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/rendre-accessibles-batiments-scolaires-levier-ecole>

L'école de demain sera inclusive, c'est-à-dire qu'elle accompagnera tous les enfants dans leur scolarité, leur proposant des dispositifs adaptés à leurs besoins en terme d'environnement bâti et naturel, d'accompagnement et d'activités pédagogiques. Afin de répondre à cet enjeu, plusieurs leviers doivent être mobilisables : connaître les différents profils d'enfants accueillis et les dispositifs qui leurs sont adaptés, mettre en accessibilité les écoles et réaliser les adaptations nécessaires à la bonne prise en compte de leurs besoins.

<https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/597434/fiche-n-2-mise-en-accessibilite-des>

La mixité scolaire, un sujet à risques [Dossier]

Lagazettedescommunes.com, 11/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/mixite-scolaire-et-indices-de-position-sociale/>

La notion de mixité scolaire n'est apparue que tardivement dans les textes, avec la loi sur la refondation de l'école de 2013. Pourtant les études scientifiques en ont démontré depuis longtemps les effets délétères. Difficile de remettre à plat la carte scolaire une fois qu'elle est en place, même si quelques collectivités s'y attellent régulièrement. La publication des indices de position sociale des écoles, collèges et lycées, est venue remettre en lumière le sujet de la ségrégation scolaire, et le ministre de l'Education nationale Pap Ndiaye en a fait l'une de ses priorités.

[Retour sommaire](#)

Les JO, Mondiaux de football et consorts boostent-ils le tourisme ? Pas forcément...

TheConversation.com, 06/03/2024

<https://theconversation.com/les-jo-mondiaux-de-football-et-consorts-boostent-ils-le-tourisme-pas->

Cela fait un sujet de dispute en moins. En maintenant cet été les bouquinistes de Paris sur les quais de Seine, le gouvernement français a clos une des nombreuses polémiques liées à l'organisation des Jeux olympiques à Paris.

Sport : une instruction pour décliner la Grande Cause nationale dans les territoires

Banquedesterritoires.fr, 01/03/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/sport-une-instruction-pour-decliner-la-grande-cause-nationale->

Une instruction ministérielle détaille le rôle que les services déconcentrés de l'État vont jouer pour faire vivre la Grande Cause nationale 2024 partout en France. Les territoires ne bénéficiant pas d'animation spécifique autour des Jeux olympiques sont particulièrement visés.

<https://www.education.gouv.fr/bo/2024/Hebdo9/SPOV2400786J>

Le sport dans la société [Dossier]

Cahiers français, 03/2024, n° 438, p.13-87

Au sommaire :

- La politique du sport et son organisation
- Le sport comme miroir de notre société, une perspective historique - Entretien avec Georges Vigarello
- Le sport, objet de santé publique : des inégalités sociales persistantes
- L'économie du sport
- Qu'attendre des jeux olympiques - Entretien avec Etienne Thobois
- Sport et intégration
- La place des femmes dans le sport, une question toujours d'actualité

<https://www.vie-publique.fr/files/2024-02/9782111579088-Extrait.pdf>

Bâti scolaire : cap sur la mutualisation et l'hybridation

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p. 31-33

Les écoles font l'objet de nombreuses réflexions sur leur relation avec le quartier et les habitants, et notamment sur la mutualisation des équipements ou d'hybridation des espaces, pour intensifier les usages et optimiser les investissements. Des démarches qui doivent être anticipées et bien encadrées.



Chaponost fait barrage au harcèlement scolaire

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 37

La commune du Rhône (9065 habitants) a mobilisé adultes comme adolescents dans la compréhension et la prévention de ce fléau, et la prise en charge des victimes.



Angers Loire Métropole : La première cuisine zéro plastique de France

Intercommunalités, 03/2024, n° 291, p. 25

<https://www.intercommunalites.fr/magazine-intercommunalites/>

Changeant l'image de la restauration scolaire, la cuisine centrale Papillote et Compagnie est "zéro plastique" et réduit fortement le gaspillage. Cet acteur-clé du projet alimentaire territorial,

Action internationale/Europe

Question de la semaine : où trouver des ressources sur les aides européennes ? / CEDEF

Economie.gouv.fr, 20/03/2024

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/aides-europeennes>

Parmi les multiples aides européennes, quelles sont celles auxquelles vous pouvez prétendre ? Cette fiche présente différentes ressources : Commission européenne, sites officiels français nationaux et régionaux, pour vous aider et simplifier vos recherches.

[↩ Retour sommaire](#)

Aménagement et développement des territoires

Mettre en place un observatoire permanent pour votre contrat de ville 2024-2030

Compas, 04/2024, n° 29, 10 p

https://drive.google.com/file/d/1hHFD-N12qzv04zysil9aMZ4-n_-ptaFv/edit

Le champ de l'observation reste à défricher dans le cadre du suivi des politiques publiques. Pour les professionnels en charge de la mise en œuvre de ces politiques, l'observation est souvent considérée comme liée à la seule information statistique et aux seuls indicateurs chiffrés. Il est important de s'interroger sur ces représentations et de repositionner la place de l'observation dans le cadre du suivi des dispositifs, de l'analyse des dynamiques territoriales et dans l'évaluation des politiques publiques. En particulier dans le cadre de la politique de la ville. En effet les besoins de connaissance liés à l'usage du droit commun dans les quartiers prioritaires nécessitent encore plus aujourd'hui qu'hier le développement de l'observation territoriale.

Logement, culture, mobilité . . . la ville handi-accueillante profite à tous

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/918801/logement-culture-mobilite-la-ville-handi-accueillante->

A la communauté d'agglomération de Lorient (Morbihan), le projet collaboratif «handicap innovation territoire» (HIT) veut être un levier d'innovation sociale et technologique mais aussi un atout d'attractivité économique. Orienté vers l'inclusion de tout citoyen en situation de handicap, le dispositif «HIT» ambitionne de faire de la collectivité un modèle de référence reproductible. La démarche s'organise autour de la mise en œuvre de multiples actions dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'accès à l'habitat, aux services publics, ou aux transports.

Les nouveaux contrats de ville font du sur-mesure

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/918987>

Les nouveaux contrats de ville doivent être conclus au 31 mars 2024, signant peut-être une reprise pour les quartiers populaires. Alors que la situation des banlieues reste préoccupante, que faut-il attendre de ces documents ?

<https://www.lagazettedescommunes.com/907282>

<https://www.lagazettedescommunes.com/906895>

ZAN : décryptage des décrets du 27 novembre 2023

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 62-63

<https://www.lagazettedescommunes.com/917938/>

Après l'annulation partielle d'un premier décret, une nouvelle mouture du décret « nomenclature » adopte une définition des surfaces artificialisées et non artificialisées.

Un second nouveau décret accueille certaines demandes des élus concernant la prise en compte de spécificités locales et des efforts passés en matière d'artificialisation des sols.

Un dernier décret vient préciser le fonctionnement et la composition de la commission régionale de conciliation intervenant sur la liste des projets d'envergure nationale d'intérêt général majeur.

Bâtiment - 10 conseils pour adopter la maîtrise d'usage

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 14/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/917835>

Concevoir ou rénover des bâtiments publics en coconstruction avec les usagers et les agents est important, pour que le projet soit au plus près des usages d'aujourd'hui et résilient pour les usages de demain.

<https://www.modernisation.gouv.fr/outils-et-formations/comment-integrer-les-usagers->

<https://www.decarbonation2030.fr/collectivites-quelle-feuille-de-route-definir-pour-la->

<https://www.lagazettedescommunes.com/895795>

Mobilités dans les territoires peu denses - Un enjeu de cohésion territoriale

Cerema.fr, 14/03/2024

<https://www.idcite.com/Doc-Mobilites-dans-les-territoires-peu-denses-Un-enjeu-de-cohesion>

La diversité des territoires et le foisonnement des différentes formes de services de mobilité, impliquent qu'il n'est pas possible d'élaborer des solutions clés en main, dont la pertinence serait assurée d'avance.

[Retour sommaire](#)



Quand réduire l'offre de logements en améliore la qualité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41464438/quand-reduire-l-offre-de-logements->

Pour lutter contre la vacance de ses logements et leur insalubrité, la ville de Tenay (Ain, 1020 hab.) engage des travaux pour améliorer offre et qualité.

Avec le ZAN les élus perdent la boussole

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/916789>

La mise en œuvre du zéro artificialisation nette (ZAN) cristallise toujours les tensions. De nombreux élus pointent des difficultés pratiques et un défaut d'accompagnement de l'Etat pour concilier sobriété foncière et développement de leur territoire.

Mobilité : et si on remettait le piéton au milieu du village ? / BORTOLINI Christelle, CHASSIGNET Mathieu, ADEME

TheConversation.com, 11/03/2024

<https://theconversation.com/mobilite-et-si-on-remettait-le-pieton-au-milieu-du-village-221053?>

À l'échelle de la France, la plupart des grandes villes tentent peu à peu de réduire la place de la voiture dans l'espace public, notamment au profit des transports collectifs, des piétons et des cyclistes.

En moyenne en 2019, 23,7 % des déplacements en France étaient effectués à pied. Un chiffre qui grimpe à 38 % à Paris et ses alentours et chute à 18,9 % dans les agglomérations de moins de 200 000 habitants. Quant aux territoires ruraux, la marche y représente 13 % des trajets.

Malgré cette place importante de la marche dans nos vies, le piéton demeure un angle mort des politiques de mobilité. En nous confinant dans un rayon d'un kilomètre autour de chez nous et en vidant les rues des automobilistes, la pandémie de Covid-19 a mis en lumière ce déséquilibre entre la place conférée à la voiture dans la conception de l'espace public et celle réservée aux mobilités dites « actives » (marche, vélo. . .).

En réaction à ce besoin de redistribution des espaces publics, des stratégies d'« urbanisme tactique » ont proposé des aménagements temporaires – « coronapistes » cyclables, extension de terrasses sur les trottoirs et les places de stationnement – qui se sont parfois pérennisés pour montrer qu'il était possible de grignoter de l'espace à la voiture pour donner plus de place à d'autres usages, à la nature, à la vie sociale et au bien-être des citoyens.

Mais si cet épisode a eu un effet très bénéfique pour la pratique du vélo, il n'en a pas été de même pour la marche.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/les-enfants-de-plus-en-plus-confines-a-l-interieur-la-faute->

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/grand-bien-vous-fasse/la-ville-est-elle-sexiste->

Les stations de ski sont-elles vouées à disparaître ?

lemonde.fr, 07/03/2024, 30mn

<https://podcasts.lemonde.fr/lheure-du-monde/202403060300-les-stations-de-ski->

Une bande de neige au milieu des arbres et de la verdure. Les images de ces vacanciers skiant sur une piste de quelques mètres de large ont fait le tour des médias et des réseaux sociaux. Et cette situation est amenée à se reproduire : avec le changement climatique, la température augmente, fait fondre la neige et ne permet pas l'utilisation des canons à neige. Dans certaines stations de basse et moyenne montagne, on ne pourra plus, ou presque, skier en 2040.

Cette pression que le réchauffement climatique exerce sur la pratique du ski s'ajoute à une crise que connaît les stations françaises depuis les années 2010 : le nombre de skieurs diminue, les logements et les remontées mécaniques vieillissent et peinent à faire le plein.

Face à ces difficultés, certaines stations, surtout en haute montagne, choisissent de monter en gamme, quitte à attirer une population essentiellement étrangère et fortunée. D'autres envisagent une piste de sortie du modèle tout ski.

Mais comment envisager l'avenir des stations sans le ski, alors qu'elles se sont construites pour et autour de ce sport ? Jessica Gourdon, journaliste au Monde spécialiste des questions de tourisme, répond à cette question existentielle pour ces communes dans cet épisode de « L'Heure du Monde ».

[👉 Retour sommaire](#)

Déclin urbain : pour des politiques publiques sur mesure

Vie-publique.fr, 08/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/293283-declin-urbain-pour-des-politiques->

Fermeture de la dernière boulangerie, disparition du dernier distributeur d'argent, retrait territorial de l'État. . . Le déclin urbain est une réalité et ne se limite plus à la "diagonale du vide". En France, un cinquième des aires urbaines perd des habitants. Quelles sont les politiques publiques. . .

Recul du trait de côte : ces villes qui ont choisi la relocalisation

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 06/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/916596/%EF%BB%BFrecul-du-trait-de-cote->

Exposées aux risques littoraux, des collectivités se sont engagées, il y a longtemps, de manière volontariste dans des programmes prospectifs de relocalisation. En 2021, trois collectivités soumises à ces menaces ont signé avec l'Etat un projet partenarial d'aménagement. Les travaux concernent des parkings, des postes de secours, une station d'épuration... Deuxième volet de notre dossier.

Le monde a besoin des urbanistes [Dossier]

Urbanisme, 03/2024, n° 436, p. 10-81

Quelques articles au sommaire :

- Elus et urbanistes : place à la concorde
- Les promoteurs attendent les urbanistes
- Les écologues appellent les urbanistes à plus de responsabilité
- "Il appartient de plus en plus aux urbanistes d'écrire le droit"
- N'appartient-il pas aussi aux juristes de faire de l'urbanisme ?

. . .

- La formation des urbanistes en transition
- Urbanisme temporaire : la fabrique de nouveaux métiers

. . .

L'appui à la rénovation énergétique s'impose

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p.62-63

Plans climat obligent, la rénovation énergétique des copropriétés est devenue une priorité des collectivités locales qui financent ou font elles-mêmes office d'espace conseil : accompagnement technique, administratif et financier.

La "France moche" en voie de mutation

Traits urbains, 03/2024, n° 142, p. 20-33

Les zones économiques et commerciales, composantes de cette "France moche" dénoncée il y a 14 ans par Télérama, ont en commun leur développement à une époque de foncier abondant et dans une logique monofonctionnelle. Au regard de l'objectif Zéro artificialisation nette, les zones commerciales de périphérie représentent un réservoir foncier de première importance. Complètement anthropisés, ils offrent un potentiel de régénération et de végétalisation massive. Ces espaces sont en passe d'accéder à la mixité. Non pas en renonçant complètement à leur vocation première mais en accueillant de nouvelles fonctions. Un gain d'urbanité à inscrire dans une stratégie territoriale : il ne s'agirait pas d'ajouter une concurrence résidentielle à la concurrence commerciale par rapport aux centres-villes.

Autres mastodontes périphériques, les zones d'activité économique ont besoin de se renouveler et de gagner en attractivité, en maniant désartificialisation et/ou densification, dans un dialogue entre objectifs, fonctions et acteurs. Ces zones témoignent d'un changement d'époque et illustrent la fabrique urbaine dans ses complexités.

Lutter contre les logements vacants

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 34-35

En pleine crise du logement, ce chantier est une priorité. Les élus prennent des initiatives pour mobiliser les propriétaires.

<https://zerologementvacant.beta.gouv.fr/>

<https://datafoncier.cerema.fr/lovac>

<https://www.calameo.com/read/003588254753e389fa6b9>

[↩ Retour sommaire](#)

L'attractivité et l'innovation territoriales au prisme des transitions, 06/02/2024, 12 mn 56

https://www.youtube.com/watch?v=rqra_c-1YVs

Les transitions écologiques, énergétiques, numériques, ou encore sociétales ont un impact considérable sur les politiques publiques. Les bouleversements qu'elles impliquent jouent aussi sur l'attractivité des territoires, longtemps appréhendée comme la capacité à attirer toujours plus de population, de chercheurs, d'entreprises, et d'investissements. Comment aborder aujourd'hui ce concept multidimensionnel et réinventer les politiques qui en découlent ? Comment les travaux de recherche actuels sur les nouveaux facteurs d'attractivité peuvent-ils nourrir l'action des décideurs sur les territoires ?

Baromètre de l'attractivité des territoires : attractivité, la nouvelle donne ? / SCET, ANCORIS, 2024, 21 p.

<https://www.datapressepremium.com/rmdiff/2008572/Barometre-ANCORIS-SCET-2024.pdf>

Enjeux de transitions écologiques et sociétales, attractivité et rétention des talents, prise en compte de la stratégie nationale de sobriété foncière, politique de relocalisation et de réindustrialisation, hausse des coûts (inflation, coût de l'énergie) . . . dans un environnement qui s'est complexifié en 2023, comment ont évolué les stratégies de croissance des entreprises et les politiques de développement économique des acteurs territoriaux ? Dans son édition 2024, le baromètre relève que la dynamique de projets des entrepreneurs s'est poursuivie en 2023 et que l'attractivité demeure une priorité pour les territoires mais se transforme pour répondre aux enjeux environnementaux et sociétaux. La disponibilité du foncier et les difficultés de recrutement sont les deux freins majeurs rencontrés par les entreprises et les territoires.

Culture

Industries culturelles et créatives : former pour affronter les défis en cours et à venir [dossier]

Info formation (L'), 15/03/2024, n° 1072, p. 10-14

Secteur divers aux problématiques propres, la culture affronte des mutations communes à l'ensemble de ses acteurs. Son inclusion au plan France 2030 lui donne l'occasion d'adapter son offre de formation pour répondre aux besoins de transformation de ses métiers.

Rendre le métier de bibliothécaire attractif : il y a urgence !

Lagazettedescommunes.com, 13/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/917957/rendre-le-metier-de-bibliothecaire-attractif>

Dans les bibliothèques, le nombre de postes vacants commence à augmenter, situation qui va s'aggraver si rien n'est fait. Le Ministère de la culture et les cadres des bibliothèques veulent prendre à bras le corps la faible attractivité du métier -- sujet qui est au cœur de la révision des missions des bibliothécaires et des modalités d'accès au métier qui devrait aboutir fin 2024.

<https://www.lagazettedescommunes.com/871736>

<https://www.lagazettedescommunes.com/917957>

« Secteur culturel » vs politique publique de la culture / LUCAS Jean-Michel, 12/03/2024

<https://aoc.media/opinion/2024/03/11/secteur-culturel-vs-politique-publique-de-la-culture/>

- Le chiffre comme illusion de la valeur culturelle
- L'intérêt général culturel trahi par le secteur culturel
- Le « secteur culturel » enfant naturel du corporatisme
- Le secteur culturel contre l'État de droit
- Sortir de l'impasse

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Déontologie des élus : une collectivité experte en la matière

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41490534/deontologie-des-elus-une->

Cela fait dix ans que l'Eurométropole de Strasbourg (collectivité européenne d'Alsace, 33 communes, 512 000 hab). est dotée d'un déontologue auprès des élus.

[Retour sommaire](#)

Pour en finir avec le droit de la publicité extérieure / ZAVOLI Philippe

Actualité Juridique. Droit Administratif, 25/03/2024, n° 11/2024, p. 607-612

Le décret du 29 décembre 2023 précise les conditions dans lesquelles intervient la décentralisation définitive du droit de la publicité extérieure que la loi Climat et résilience avait décidée. Il comporte également des modifications de fond du régime national de la publicité attendues de longue date en raison des attermolements du ministère de la transition écologique. Sa mise en perspective avec les dispositions du décret du 30 octobre 2023 donne le sentiment que l'Etat a voulu en finir avec le droit de la publicité extérieure avant son transfert au profit des communes ou de leurs groupements.

Collectivités : 34 935 communes au 1er janvier 2024

Vie-publique.fr, 21/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/293455-collectivites-34-935-communes-au-1er-janvier-2024>

Depuis 2020, la Direction générale des collectivités locales (DGCL) souligne des changements "mineurs" dans le nombre de collectivités, signe d'une stabilisation après la loi NOTRe. 1 254 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et 34 935 communes ont été recensées au 1er janvier 2024.

Règlement sur la protection des données : le baptême ineffaçable

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 57

<https://www.lagazettedescommunes.com/917793/reglement-sur-la-protection-des-donnees>

Selon le Conseil d'Etat, une personne ne peut obtenir l'effacement de son baptême du registre de l'église catholique où il l'a reçu en invoquant le règlement général sur la protection des données.

Funéraire : Des caveaux font rimer écologie et économies

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 53

<https://www.lagazettedescommunes.com/917603/des-caveaux-rehabilites-font-rimer->

Souvent cassés et jetés à l'expiration des concessions, ces ouvrages funéraires seront remis en état afin d'être proposés comme alternative au neuf.

Code pratique 2024 de la commande publique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° Hors-série, 170 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/41466247>

L'édition 2024 du « code pratique de la commande publique » s'enrichit de nouvelles dispositions législatives et réglementaires. En cause, l'intégration de la loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte et de ses textes d'application qui viennent modifier plusieurs articles du code afin de renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la commande publique.

<https://www.lagazettedescommunes.com/919110/en-2024-un-code-de-la-commande-publique->

Acheteur public, un métier d'acrobate [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 38-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/917580/acheteur-public-un-metier-dacrobate/>

Souvent présentée comme un levier essentiel pour les politiques nationales et locales, la commande publique place les acheteurs publics au centre du jeu. Ils doivent alors réussir à jongler entre de multiples injonctions contradictoires. Premier volet de notre dossier consacré à l'évolution de ce métier.

<https://www.lagazettedescommunes.com/917582/acheteurs-publics-des-contraintes->

<https://www.lagazettedescommunes.com/917584/les-marches-specifiques-tout-un-programme/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/917587/letat-pourrait-etre-innovant-comme->

Résiliation d'un marché à l'initiative de l'administration

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 50-52

<https://www.lagazettedescommunes.com/916834/resiliation-dun-marche-a-linitiative->

Certaines hypothèses de résiliation sont prévues par le code de la commande publique et d'autres, moins impératives, par les cahiers de clauses administratives et générales (CCAG). Dans cette analyse, Jérôme Michon, professeur en droit des marchés publics et privés à l'Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie, président de l'Institut de la commande publique, fait le point sur ces différentes hypothèses.

[↩ Retour sommaire](#)

Réduction des dépenses : Bruno Le Maire remet en question le nombre d'échelons de collectivités locales

Maire-info.com, 07/03/2024

<https://www.maire-info.com/budget/reduction-depenses-bruno-maire-remet-en-question>

Les ministres chargés de l'économie et du budget ont annoncé hier, à l'Assemblée nationale, que les économies sur le budget 2025 s'élèveront à 20 milliards d'euros au lieu de 12, en plus des 10 milliards déjà actés le mois dernier.

Statut de l'élu : pour enrayer la crise des vocations, la commission des Lois du Sénat améliore les conditions d'exercice des mandats

Departements.fr, 04/03/2024

<https://departements.fr/statut-de-lelu-pour-enrayer-la-crise-des-vocations-la-commission>

La commission des lois du Sénat a adopté la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local. Elle a pleinement souscrit aux dispositions de la proposition de loi. Elle a enrichi le texte afin de sécuriser les dispositions prévues tout en garantissant leur caractère opérationnel.

Les marchés publics face à la transition écologique

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 03/2024, n° 251, p. 13-55

Au sommaire :

- Achat public et économie circulaire : un couple en union libre, par Xavier Matharan et Claire Berlioz
- Une nouvelle dérogation à l'obligation d'allotissement, par Julien Bosquet
- De nouveaux motifs d'exclusion issus de la loi Industrie verte et de l'ordonnance du 6 décembre 2023, par Bruno Mounier
- Loi Industrie verte : quel équilibre pour la dérogation à l'interdiction de présenter des offres variables ? par Yann Borrel et Gaspard Lebon
- Les critères environnementaux comme possibles critères d'attribution, par Adrien Fourmon
- Le SPASER issu de la loi Industrie verte : quand la graine prend racine, par Matthieu Kluczynski
- Comment intégrer des clauses environnementales dans les marchés publics ? par Ana Nuytten
- Comment imposer des conditions d'exécution responsables dans le respect des principes de la commande publique, par Cécile Lavis
- L'achat local : une voie illusoire pour accélérer le verdissement de la commande publique, par Anthony Bryon

Une maîtrise d'ouvrage unique ou des tâches partagées ?

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p. 52- 54

Les maîtres d'ouvrage sont les responsables principaux de l'ouvrage. De façon générale, ils ne peuvent déléguer cette fonction d'intérêt général sauf dispositions relatives au mandat et au transfert de maîtrise d'ouvrage.

L'entreprise publique locale, cible contrastée d'application du droit administratif / BRAMERET Sébastien

Revue française de droit administratif, 01/2024, n° 1, p. 37-42

Intervention de Sébastien Brameret, Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, détaché dans les fonctions de magistrat financier à la Chambre régionale des comptes d'Auvergne-Rhône-Alpes, lors de la journée d'étude de l'Association française pour la recherche en droit administratif du 1er décembre 2023, intitulée "Le droit administratif et l'entreprise".

"Concevoir une démarche de participation citoyenne" [Guide]

Direction interministérielle de la transformation publique, 2024, 32 P

https://www.modernisation.gouv.fr/files/2024-03/Guide_CIPC_concevoir_une_demarche_

Définir la stratégie et la gouvernance d'une démarche de participation citoyenne, faire des choix méthodologiques adaptés aux objectifs visés, anticiper la prise en compte dans la décision publique : la Direction interministérielle de la transformation publique publie un guide pour aider les décideurs et les administrations à concevoir leur démarche de participation citoyenne.

<https://www.modernisation.gouv.fr/outils-et-formations/un-guide-pour-concevoir->

[Retour sommaire](#)

Emploi/Formation

Quand tous les acteurs locaux s'investissent dans l'emploi

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 50

<https://www.lagazettedescommunes.com/917803/quand-tous-les-acteurs-locaux-sinvestissent->

La maison de l'emploi de Strasbourg coordonne partenaires publics et privés, structures d'insertion et entreprises.

"Certification des compétences", un abus de langage ?

Inffo formation (L'), 15/03/2024, n° 1072, p. 24-25

La notion de "certification des compétences" émerge dans le vocabulaire de la formation professionnelle, bouleversant les critères d'évaluation. Que recouvre cette notion, empruntée au vocabulaire du droit de la consommation ? Qu'implique-t-elle ?

L'urgence climatique exige de nouvelles compétences

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/916895/lurgence-climatique-exige-de-nouvelles>

Pour accompagner les politiques de transition, les collectivités ne peuvent faire l'économie d'une réflexion sur les métiers et compétences à développer dans les prochaines années. Certains l'ont nommé "GPEC climatique". Le CNFPT et d'autres institutions les accompagnent.



Valence Romans Agglo : Le 333 fédère les acteurs de l'emploi

Intercommunalités, 03/2024, n° 291, p. 24

<https://www.intercommunalites.fr/magazine-intercommunalites/>

Concept né d'une volonté de Valence Romans Agglo, le 333 est un lieu qui regroupe plusieurs acteurs du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion. Ouvert depuis trois ans, il accueille de nombreuses structures et organise régulièrement des événements à destination des demandeurs d'emploi, mais aussi des employeurs du territoire.

IA : quels impacts pour la formation ? / GRASSET Raphaël, 17/01/2024, 36 mm 25

<https://1001parcours.cci.fr/ressources/ia-quels-impacts-pour-la-formation/>

Comment dépasser les réactions émotionnelles engendrées par l'arrivée de chatGPT dans la formation et penser l'action pédagogique dans un paysage redessiné par l'IA ?

Raphaël GRASSET, chercheur en sciences de l'éducation et fondateur de Traindy, nous propose un cadre de réflexion issu de la recherche pour imaginer les nouveaux usages en formation.

Prendre [soin] de nos étudiants - Guide pratique des collectivités pour agir

Association des villes universitaires de France, 2024, 52 p

<https://www.avuf.fr/wp-content/uploads/2024/01/Guide-Sante-AVUF-2024.pdf>

La publication de ce guide découle d'une conviction collective : les collectivités locales ont une responsabilité envers nos jeunes qui poursuivent leur formation dans nos villes universitaires. Ces jeunes sont la promesse de notre avenir, les architectes des innovations futures et les acteurs du changement de notre société. Leur bien-être et leur santé ne peuvent être considérés comme de simples compléments à leurs études, mais comme des piliers essentiels pour leur réussite et leur épanouissement. Ce guide émane d'une réflexion profonde et engagée que nous avons enclenchée au printemps 2021. Deux webinaires ont permis de partager nos expériences et d'explorer les enjeux. De là, deux groupes de travail ont développé des approches pratiques et sont parvenus à des solutions concrètes. Un premier colloque a eu lieu à Montpellier, en présence de Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur. Cet événement fut suivi d'une rencontre technique à Evry-Courcouronnes, au cours de laquelle nous avons approfondi nos réflexions sur les solutions à mettre en place en faveur de la santé étudiante. Ce guide est le fruit de cette collaboration passionnée et des enseignements que nous avons tirés de ces échanges. Ce guide s'adresse aux élus et aux services des collectivités, mais aussi à tous nos partenaires qui partagent notre engagement envers le bien-être des étudiants. Ce guide n'est pas un simple manuel, mais une boîte à outils qui offre des solutions aux spécificités de chaque ville et intercommunalité. Quelle que soit l'antériorité de votre engagement sur cette question, vous trouverez ici des idées novatrices, des meilleures pratiques et des approches éprouvées pour améliorer la prise en charge de la santé et du bien-être des étudiants de votre territoire. . .

[Retour sommaire](#)

Territoires et emploi en transition écologique : focus sur les initiatives locales à l'heure de la planification écologique

Réseau action climat - France, 2024, 44 p.

<https://reseauactionclimat.org/mutations-de-lemploi-liees-a-la-transition-ecologique->

Accompagnement des reconversions d'activité économique et des salariés, mobilisation pour développer les filières de la transition : les initiatives se multiplient pour rendre possible les mutations nécessaires. C'est pourquoi, le Réseau Action Climat publie une étude qui s'appuie sur 30 retours d'expériences, issus de 15 territoires.

<https://reseauactionclimat.org/>

Finances publiques/Gestion locale

Les règles de Teomi en milieu urbain... enfin simplifiées

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 62-63

<https://www.lagazettedescommunes.com/910436/les-regles-de-teomi-en-milieu-urbain->

Le mouvement vers une société plus vertueuse et écologique est en route, enfin, pour être exact, quand les textes sont suffisamment bien rédigés et avec un minimum de bon sens. Tel n'était pas complètement le cas concernant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMI). Si bien, que nombre d'agglomérations et métropoles n'osaient pas se lancer et renonçaient finalement à la part incitative devant le mur de complexité que cela représentait. La loi de finances pour 2024 vient de trancher et apporter un début de solution qui, à défaut d'être vertueuse, pourra peut-être permettre aux collectivités disposant d'un fort tissu urbain de franchir le pas.

Adaptation, biodiversité, cycle de l'eau... une méthode budgétaire plus complète

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 54-55

<https://www.lagazettedescommunes.com/917746/adaptation-biodiversite-cycle-de-leau->

La démarche de budget « vert », engagée par certaines collectivités pionnières il y a quatre ans, se généralise et devient même indispensable pour les plus grandes.

Le projet de loi de finances pour 2024 introduit l'obligation pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de mesurer l'impact environnemental du budget.

Alors que les premières expérimentations se sont inspirées du modèle de l'I4CE, la métropole de Lyon a élaboré sa propre méthodologie.

Le régime fiscal et financier des communes nouvelles après la loi de finances pour 2024

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 18/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/916464/le-regime-fiscal-et-financier-des-communes>

Serpent de mer de la réforme territoriale, les regroupements de communes ont connu un frémissement ces dernières années, dans le sillage de la loi Pélissard du 16 mars 2015 qui a introduit de substantiels avantages financiers au profit des territoires concernés. Près de dix ans plus tard, le mouvement tend à s'essouffler. Aussi la loi de finances pour 2024 s'attache-t-elle à le relancer à travers un paquet de mesures qui vient à nouveau renforcer les bonus de dotations accessibles.

La Cove (84) : un budget vert au service de la transition écologique [Vidéo]

Territoires Audacieux Reportages, 14/03/2024, 5 mn 27

<https://youtu.be/I0Uj8a7mwJA?si=HmMbCEgg3CW3WwQN>

Réduction des dépenses : Bruno Le Maire remet en question le nombre d'échelons de collectivités locales

Maire-info.com, 07/03/2024

<https://www.maire-info.com/budget/reduction-depenses-bruno-maire-remet-en-question>

Les ministres chargés de l'économie et du budget ont annoncé hier, à l'Assemblée nationale, que les économies sur le budget 2025 s'élèveront à 20 milliards d'euros au lieu de 12, en plus des 10 milliards déjà actés le mois dernier.

[↩ Retour sommaire](#)

Finances locales : le calme avant la tempête ?

Intercommunalites.fr, 01/03/2024

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/finances-locales-le-calme-avant-la-tempete/>

10 milliards de coupes budgétaires, ralentissement de la croissance, évolution du panier de ressources des collectivités... Doit-on voir les premiers signes d'un retournement de conjoncture pour les collectivités, dont un nombre croissant éprouve des difficultés à boucler leurs budgets sans recourir au levier fiscal ?

<https://www.igf.finances.gouv.fr/igf/accueil/nos-activites/rapports-de-missions/liste-de->

Les incidences de la hausse de l'électricité sur les charges et recettes des collectivités territoriales

LFT : lettre du financier territorial (La), 03/2024, n° 396, p. 15-16

Au 1er février 2024, les tarifs de l'électricité ont à nouveau augmenté de 8,6 % sur le tarif de base (tarif réglementé). La hausse devrait être de 5 à 8% sur les tarifs de marché selon les contrats. Cette hausse de tarifs se poursuit depuis 2021. Elle a des effets importants sur les budgets des collectivités, où l'énergie représente en moyenne 4% des dépenses. Les mesures d'atténuation mises en place par le gouvernement (bouclier tarifaire, amortisseur électricité, garantie 280), qui pèsent aussi sur les recettes d'accise, ont contribué à limiter l'augmentation, mais bien que prolongées, elles devraient prendre fin en 2025, ce qui justifie sans doute une transformation des plans d'action mis en place par les collectivités pour des solutions plus structurelles.

La FiLoThèque : comprendre les dates clés des finances locales / Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales, la Banque Postale, 2024, consulté le 15/03/2024

<https://data.ofgl.fr/pages/dates-cles-finances-locales/2010>

La FiLoThèque présente chronologiquement les principales mesures ayant marqué les finances locales depuis 2010. Elle inclut également les éléments de contexte nécessaires à une bonne compréhension de l'évolution des principaux agrégats financiers et fiscaux des collectivités locales.

Elle a été élaborée par l'OFGL, en étroite collaboration avec la Direction des études de La Banque Postale, et avec le soutien d'un comité de suivi composé d'associations d'élus et de directions d'administration centrale.

La dotation globale de fonctionnement - Guide pratique

Direction Générale des Collectivités locales, Gouvernement, 2024, 34 p.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Finances%20locales/Dotations%202024/>

D'un montant total de 27 milliards d'euros en 2024, la dotation globale de fonctionnement est le principal transfert financier de l'État en direction des collectivités territoriales.

Les attributions représentent en moyenne 15 % du budget des communes, 20 % de celui des EPCI à fiscalité propre et 12 % de celui des départements.

Fonction publique/Statut

Salaires : retour sur 10 ans d'application du « Rifseep » dans les collectivités

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 26/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/919943/>

Créé par un décret du 20 mai 2014, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep) aura bientôt dix ans. L'occasion pour le cabinet KPMG de dresser un bilan de sa mise en œuvre dans la fonction publique territoriale.

Le droit de grève des agents territoriaux [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 28-29

<https://www.lagazettedescommunes.com/289399>

Le droit de grève est un droit fondamental à valeur constitutionnelle. Dans la fonction publique, il doit cependant être concilié avec d'autres principes, comme le principe de continuité du service

[↩ Retour sommaire](#)

Tout savoir sur l'enquête administrative

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 64-65
<https://www.lagazettedescommunes.com/918981/tout-savoir-sur-lenquete-administrative/>

Si l'enquête administrative peut être librement mise en œuvre par l'autorité territoriale, elle doit être effectuée avec impartialité et rigueur.

Afin d'être pleinement exploitable, il est nécessaire que l'enquête administrative soit menée dans le respect de différentes étapes.

En cas de suites disciplinaires ou juridictionnelles, les éléments de l'enquête administrative sont, en principe, communicables.

Comprendre les droits à rémunération de l'agent en congé de maladie

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 64-65
<https://www.lagazettedescommunes.com/917877>

Lorsqu'un agent public est en activité ou en détachement, il peut être placé en congé de maladie ordinaire quand la maladie le met dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Décryptage des règles relatives à ses droits à rémunération.

Police municipale : le cadre d'emplois des chefs de service [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 36-37
<https://www.lagazettedescommunes.com/69761/les-chefs-de-service-de-police-municipale->

Outre les concours (externe, interne et 3e concours), la promotion interne permet aussi d'accéder au cadre d'emplois des chefs de service de police municipale.

Depuis 2023, le statut particulier indique expressément que « nul ne peut accéder au cadre d'emplois des chefs de service de police municipale s'il ne possède la nationalité française ».

Un agrément du procureur de la République et du préfet est requis pour exercer les fonctions du cadre d'emplois.

Les autorisations spéciales d'absence [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 30-31
<https://www.lagazettedescommunes.com/179041/le-regime-des-autorisations-speciales->

Congé exceptionnel, l'autorisation spéciale d'absence est accordée pour différents motifs, notamment syndicaux. Dans ce cas le nombre maximum de jours d'absence autorisé est fixé par décret.

Les agents bénéficient d'autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et à l'occasion de certaines événements familiaux.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit l'octroi d'autorisations d'absence aux membres d'un conseil municipal.

Et si on parlait du salaire des femmes dans la territoriale ?

lettreducadre.fr, 08/03/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/et-si-on-parlait-du-salaire-des-femmes-dans-la->

L'égalité salariale n'existe pas dans la fonction publique territoriale. Voilà un dossier sur l'ampleur des dégâts, les causes du scandale et les moyens d'y mettre fin.

Que reste-t-il de la parité entre fonctions publiques ? / THOMAS TUAL Béatrice

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2024, n° 3, p. 129-133

Le principe de parité n'est pas une nouveauté en droit de la fonction publique. Mais en 1983, avec le vaste mouvement de fonctionnarisation engagé par la "loi Le Pors", la fonction publique de l'État a servi de modèle aux deux nouvelles fonctions publiques, avec une volonté de parité à travers par exemple la création de la notion de corps comparables. Cependant, cette parité est contrainte. Les fonctionnaires des nouvelles fonctions publiques ne doivent pas bénéficier de plus de droits que ceux attribués aux agents de l'État, comme ils n'ont pas de droit à avoir au moins les mêmes droits que ces derniers. Cette conception de la parité interroge aujourd'hui.

La formation statutaire obligatoire

Informations administratives et juridiques (Les), 02/2024, n° 2, p. 13-24

Mémo concernant la formation statutaire obligatoire tout au long de la carrière des catégories A, B, C et emplois fonctionnels, mais également des sapeurs-pompiers professionnels et des policiers municipaux.

[↩ Retour sommaire](#)

La revalorisation du métier de secrétaire de mairie

Informations administratives et juridiques (Les), 02/2024, n° 2, p. 2-11

Les secrétaires de mairie exercent des missions essentielles et très polyvalentes au sein des communes de moins de 3500 habitants. Pourtant, leur rôle crucial est souvent mal identifié par les administrés et leur profession souffre d'un défaut d'attractivité. Pour faire face aux perspectives de départs massifs à la retraite dans la décennie à venir et remédier aux difficultés de recrutement dans ce type d'emplois, une loi du 30 décembre 2023 revalorise leurs carrières afin de rendre plus attractif ce métier indispensable au fonctionnement des territoires ruraux.

La mise à l'écart de l'agent public en 10 questions / MATUTANO Edwin

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2024, n° 3, p. 143-147

La mise à l'écart – ou relégation – d'un agent public est une décision illégale à maints égards. Contrairement à ce que l'on pourrait croire de prime abord, les employeurs publics y ont recours dans des proportions non négligeables, alors même que les dispositions statutaires les mettent en mesure de prendre des mesures idoines, de nature à encadrer le comportement d'un agent ou bien à remédier à son éventuelle insuffisance professionnelle, voire à le sanctionner s'il est l'auteur d'un manquement. Outre son illégalité intrinsèque, une décision de ce genre est dispendieuse pour les finances publiques et, si elle est prouvée, ne manque pas d'engager la responsabilité de la personne publique qui en est l'auteur devant le juge administratif. Quels sont les points de vigilance pour les employeurs publics et pour les agents ? Décryptage.

Information/Communication/TIC

Handicap : les outils d'accessibilité numérique ne doivent pas être des gadgets

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41490517/handicap-les-outils-d-accessibilite>

Alors que l'Arcom contrôle désormais les sites internet publics, Armony Altinier, présidente de Konea, entreprise sociale spécialisée en accessibilité numérique, assure que les collectivités peuvent rapidement se mettre en conformité.

NIS 2, cette directive européenne qui va renforcer la cybersécurité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/918880/nis-2-cette-directive-europeenne-qui-va>

Pour une partie des collectivités, la transposition de la directive européenne NIS 2, qui doit avoir lieu en octobre 2024, va être synonyme de nouvelles obligations. Même si le périmètre exact et la nature de la réglementation restent flous, elles s'organisent déjà.

La gouvernance des données en quête d'un cadre

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 36-38

<https://www.lagazettedescommunes.com/919968/la-gouvernance-des-donnees-en-quete-dun-cadre/>

Les collectivités et de nombreux acteurs territoriaux disposent de multiples jeux de données importantes pour l'amélioration des politiques publiques.

La gestion des données touche à tous les échelons de l'action publique et, au-delà des métropoles et des régions pionnières, l'ensemble des collectivités peuvent s'en saisir.

Grâce à une clarification des relations Etat-collectivités et à l'élaboration de stratégies de la donnée à l'échelon territorial, un cadre commun peut émerger.

IA et cybersécurité : un cocktail dangereux

Journal du net, 19/03/2024

<https://www.journaldunet.com/intelligence-artificielle/1529061-ia-et-cybersecurite->

L'intelligence artificielle (IA) a changé la donne dans de nombreux domaines de notre vie quotidienne, y compris la cybersécurité.

Avec l'utilisation croissante de nouveaux outils pilotés par l'IA, comme ChatGPT, le nombre de cyberattaques a doublé et est devenu plus sophistiqué. Les experts en cybersécurité affirment que les outils de cybersécurité alimentés par l'IA pourraient contribuer à protéger votre vie privée dans la nouvelle réalité, mais qu'ils ne constituent pas une solution miracle.

[↩ Retour sommaire](#)

L'archivage numérique séduit peu les professionnels

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 28

<https://www.lagazettedescommunes.com/916859/larchivage-numerique-seduit-peu-les-professionnels/>

Les attentes des collectivités progressent en matière d'archivage électronique. Cependant, les profils adéquats font défaut.

"L'ouverture des données ressemble à la Tour de Pise"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/916856/louverture-des-donnees-ressemble-a>

Auteur des « Données de la démocratie, open data, pouvoirs et contre-pouvoirs », paru en janvier, le sociologue Samuel Goëta dresse un bilan critique de l'émergence de l'open data, entre renouvellement de la transparence en demi-teinte, transformation des administrations inabouties et promesses de croissance et d'innovation non tenues.

Piratages, cyberattaques et oublis. . . Six questions sur les mots de passe pour éviter les arnaques en lignes

Francetvinfo.fr, 06/03/2024

<https://www.francetvinfo.fr/internet/securite-sur-internet/cyberattaques/piratages->

Comment bien gérer ses mots de passe ? Une question simple pour un enjeu de taille : celui de la protection de nos données sur internet, alors que le piratage de compte est "une menace majeure" d'après la plateforme Cybermalveillance. Éléments de réponse avec Jean-Jacques Latour, directeur de l'expertise cybersécurité de la plateforme Cybermalveillance.gouv.fr.

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/rapport-activite-2023>

Conférences en vidéo : penser juridique / FROCHOT Didier

Archimag, 03/2024, n° 372, p. 42-43

Nous abordons ici toutes les facettes de la réalisation et de la diffusion de vidéos, notamment produites au sein d'une entreprise.

Les cas juridiquement les plus touffus sont ceux des conférences, des webinaires, ainsi que du e-learning et autres Moocs. Les droits en présence étant assez vastes, notre panorama des droits applicables et leur mise en oeuvre s'étaleront sur plusieurs articles.

Archivistes : comment communiquer et collaborer autour de vos projets ? / CASIMIR Sivagami

Archimag, 03/2024, n° 372, p. 40-41

<https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2024/03/18/archivistes-comment->

La digitalisation, la numérisation ou encore la montée en puissance des data impactent tous les métiers. Durant la conduite d'un projet, en particulier de dématérialisation, l'archiviste doit embarquer des profils hétéroclites au sein de son organisation.

Et si le papier était un jour... INTERDIT ? / FUZEAU Pierre

Archimag, 03/2024, n° 372, p. 31-33

<https://www.archimag.com/demat-cloud/2024/03/13/enquete-si-papier-etait-jour-interdit?>

Se pourrait-il que nous nous retrouvions un jour au pied du mur, confrontés à l'obligation impérative de voir disparaître l'usage du papier ? Au point que le support papier pour l'information devienne "interdit" au bénéfice du support numérique ? S'agit-il d'un simple scénario dystopique ? Pourtant, les signaux faibles sont déjà là.

GRC et GRU : leviers de croissance et d'efficacité [dossier] / TEXIER Bruno, HALSENBACH Axel, CASIMIR Sivagami

Archimag, 03/2024, n° 372, p. 17-24

- Interopérabilité, RGPD, IA : quels sont les enjeux d'une GRC ?
- Macif : le langage naturel pour améliorer la relation client
- SNCF Connect : innovation et cocréation au cœur du service client
- Un callbot dopé à l'IA pour répondre aux citoyens de Plaisir
- IssyGPT assure la relation usager d'Issy-les-Moulineaux

[↩ Retour sommaire](#)

« **La difficulté est d'intégrer l'IA dans les métiers** » / RODER Stéphane, TEXIER Bruno
Archimag, 03/2024, n° 372, p. 46-47

Entretien avec Stéphane Roder, fondateur du cabinet AI Builders, spécialisé dans le conseil en intelligence artificielle.

Développement durable : Vers un numérique responsable

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p. 17-22

Les lois Anti-gaspillage pour une économie circulaire et visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique ont tracé un objectif vers le numérique responsable aux collectivités locales. La feuille de route reste pourtant à élaborer dans chaque territoire et les disparités sont grandes. Dans l'équation à résoudre : le financement de ces transitions, la difficulté de motiver les électeurs, et donc les élus sur ces questions, et la nécessité de quitter le cadre du « cycle de vie » de l'informatique pour discuter des usages

Transition numérique - Une opération « spéciale » pour accompagner les collectivités

Environnement magazine, 03/2024, n° 1810

Un collectif d'experts de la sobriété numérique et du « numérique responsable » propose aux collectivités locales d'évaluer les impacts environnementaux et sanitaires de leur système informatique en vue de les réduire.

Quand les DSI s'ouvrent réellement à la diversité des profils

IT for business, 03/2024, n° 2292, p. 36-40

Face à la pénurie structurelle de compétences dans le secteur du numérique, les DSI n'ont d'autre choix que d'élargir leur vivier au-delà du profil-type de l'ingénieur diplômé doté de quelques années d'expérience. Elles tentent de féminiser leurs équipes et d'intégrer des profils atypiques. La preuve par l'exemple avec l'Urssaf, la SNCF, Veolia Eau et CNP Assurances.

"Nous innovons pour simplifier la vie de nos citoyens". Entretien avec Bernard Giry, DSI et DGA transformation numérique de la Région Île-de-France

IT for business, 03/2024, n° 2292, p. 19-24

La Région Île-de-France affiche l'ambition d'un territoire résolument orienté vers l'avenir, où le numérique s'affirme comme le catalyseur d'une transformation profonde et inclusive, attentive aux besoins de ses citoyens, avec l'intelligence artificielle et la data comme piliers d'une simplification devenue essentielle.

Favoris : outils gratuits de mind mapping / HALSENBACH Axel

Archimag, 03/2024, n° 372, p. 44

Présentation de Mindmaps, WiseMapping et GitMind.

<https://www.mindmaps.app>

<http://www.wisemapping.com>

<http://www.gitmind.com>

Vive l'intelligence artificielle... Même artificielle !

Journal des acteurs sociaux, 01/2024, n° 283-284, p. 34-40

L'intelligence artificielle aurait pu être la personnalité de l'année 2023. Car même si elle compte déjà quelques années d'existence derrière elle, jamais l'IA n'avait autant suscité de légitimes débats. Popularisée par les intelligences artificielles génératives qui créent, à la demande, du texte (ChatGPT), des images (DALL-E), des fausses vidéos (Sora, Deep, Face Lab), cette technologie fascine autant qu'elle terrifie. Plusieurs experts la qualifient déjà comme une révolution industrielle, aussi conséquente que le furent autrefois celles liées au développement du chemin de fer ou de l'électricité. Entre promesses et menaces, que penser de l'IA ?

[↩ Retour sommaire](#)

Management/Ressources humaines

Employeurs-syndicats : quand ça tourne au vinaigre

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/918916/employeurs-syndicats-quand-ca-tourne-au-vinaigre/>

Des syndicats dans le viseur de l'employeur, des représentants du personnel harcelés ou discriminés, un dialogue social dégradé . . . Des situations le plus souvent passées sous silence, par crainte des représailles.

Attractivité de la territoriale : ce qui coince auprès des moins de 30 ans

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 22/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/919445>

Dans le cadre de la conférence régionale de l'emploi territorial organisée le jeudi 21 mars 2024 à Albi, les premiers résultats d'une enquête sur les perceptions de la territoriale des jeunes en Occitanie ont été dévoilés par l'Observatoire régional de l'emploi territorial et des données sociales. Un focus bienvenu pour repenser l'attractivité à l'aune de leurs aspirations.

Télétravail : un nouveau rapport au travail ?

Vie-publique.fr, 15/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/273876-teletravail-un-nouveau-rapport-au-travail>

Depuis la crise sanitaire déclenchée par le Covid-19 en 2020, le télétravail s'est fortement installé dans les modes d'organisation des entreprises. Mais quelles sont les pratiques ? A-t-il favorisé l'émergence d'un nouveau rapport au travail ? Retour sur les différentes étapes de cette mutation et état des lieux.

Petit à petit, le télétravail fait son nid

lettreducadre.fr, 11/03/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/petit-a-petit-le-teletravail-fait-son-nid>

Expérimenté par certaines collectivités depuis quelques années, adopté puis généralisé par la plupart d'entre elles depuis la crise sanitaire, le travail à distance fait l'unanimité dans l'univers territorial. À condition de faire preuve de vigilance sur certains points.

Des emplois plus attractifs [Dossier] / LINHART Daniele, THEURET Johan, COUTROT Thomas

Monde (Le), 10/03/2024, n° 24630, p. 30-31

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/08/les-salaries-se-sentent-devalorises->

Confrontés aux pénuries de main-d'œuvre et à la crise des vocations, les employeurs, publics comme privés, doivent penser à nouveaux frais l'organisation du travail.

La sociologue Danièle Linhart estime que les organisations managériales privent les travailleurs de la notion de leur propre compétence.

De son côté, l'expert de la fonction publique Johan Theuret, s'interroge sur l'application universelle de la semaine de quatre jours dans la fonction publique qui semble peu probable, voire peu souhaitable.

Par ailleurs, les chercheurs en gestion des ressources humaines Ange Abalé, Ludivine Adla et Hélène Monier recensent les outils dont peuvent user les PME pour retrouver de l'attractivité, tels que l'instauration d'un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Quant à l'économiste Thomas Coutrot, il montre que la délibération sur l'organisation du travail est aussi un facteur de démocratie politique.

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/08/l-application-universelle-de-la-semaine->

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/08/pour-attirer-et-fideliser-les-salaries>

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/08/la-priorite-n-est-peut-etre-pas-tant->

Et si on parlait du salaire des femmes dans la territoriale ?

lettreducadre.fr, 08/03/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/et-si-on-parlait-du-salaire-des-femmes-dans-la->

L'égalité salariale n'existe pas dans la fonction publique territoriale. Voilà un dossier sur l'ampleur des dégâts, les causes du scandale et les moyens d'y mettre fin.

[☞ Retour sommaire](#)

Designers dans le secteur public en 2024 : à la croisée des chemins ?

La27eregion.fr, 07/03/2024

<https://www.la27eregion.fr/designers-dans-le-secteur-public-en-2024-a-la-croisee->

Depuis le mois de novembre 2023, nous avons mené une enquête qualitative pour dresser un état de l'art actuel du milieu du design dans le secteur public dans le cadre de notre immersion à la 27e Région, quatre ans après une première enquête menée par la 27e Région et la Cité du design dans le cadre des Assises du design.

Endométriose et travail : 3 ressources pour comprendre et agir de l'ANACT

Agence Nationale pour L'amélioration des Conditions de Travail, 07/03/2024

<https://www.anact.fr/journee-internationale-des-droits-des-femmes-3-ressources-pour>

L'Anact publie un ensemble de 3 ressources à destination des acteurs de l'entreprise pour mieux prendre en compte l'endométriose au travail. Ces supports d'information proposent des repères sur les impacts de la maladie sur le plan professionnel ainsi que des pistes d'action pour faciliter l'activité et le maintien en emploi des femmes concernées.

Le management intergénérationnel est-il bullshit ?

Welcometothejungle.com, 04/03/2024

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/management-intergenerationnel-bullshit>

X, Y, Z... Loin d'être un banal classement alphabétique, le découpage générationnel s'efforce de suivre les contours d'une génération dont on a grossi le trait. Sous prétexte que l'on soit né en telle ou telle année, il serait donc possible d'en déduire nos attitudes et aspirations profondes au travail. Et avec elles, la manière adéquate d'être managé-e ?

Les audio-blogs d'Arte : « Zéro Virgule, le podcast pour penser le travail », 03/2024

<https://www.souffrance-et-travail.com/magazine/dossiers/stress-travail-et-sante/penser->

28 podcasts sur le monde du travail, pour penser le travail avec lucidité et clairvoyance : psychiatres, sociologues, psychologues du travail, chercheurs, etc, parlent du travail en dysfonctionnement en ce premier quart de 21e siècle.

Vianney Lepoutre : «70 % du temps de management est passé à gérer des relations humaines»

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p. 54-55

<https://www.lettreducadre.fr/article/vianney-lepoutre-70-du-temps-de-management->

Quelles sont vos qualités de manager ? Comment votre équipe vous décrirait-elle ? Qu'en est-il de vos relations avec vos collaborateurs ? Se poser ces questions est le premier pas vers l'amélioration de sa posture relationnelle. Un livre pragmatique autour de la connaissance de soi, de la confiance en soi et des compétences relationnelles. Vianney Lepoutre répond à nos questions. . .

Piloter l'action publique locale, une chose complexe ? Quelques réflexions pour illustrer librement le propos d'Edgar Morin / LEBLONG MASCLET Gwenaél

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2024, n° 3, p. 139-142

Il faut un brin de folie pour accepter le défi : comment illustrer, par une expérience professionnelle d'administrateur territorial, une pensée aussi théorique et aussi conceptualisée que celle d'Edgar Morin ? A fortiori, dans un contexte où beaucoup de choses ont été écrites pour transcrire la « pensée complexe » au monde du travail, de l'entreprise et de l'organisation, de Dominique Genlot à Alain-Charles Martinet. Chacun investissant sa propre représentation de la notion de « pensée complexe », celle-ci s'autonomise et survit à la seule parole d'Edgar Morin. L'intelligence collective se saisissant du modèle représente en soi une illustration du « principe hologrammatique » : « chaque cellule de notre organisme contient la totalité de l'information génétique de cet organisme. [...] C'est un peu l'idée formulée par Pascal : " je ne peux concevoir le tout sans concevoir les parties et je ne peux concevoir les parties sans concevoir le tout" ». Incarnant, finalement, l'adage « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». Acceptons alors de modestement contribuer à ce « tout ».

[↩ Retour sommaire](#)

Coproduire, c'est produire en mieux ? Oui ! [Dossier]

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p.24-32

<https://www.lettreducadre.fr/article/coproduire-l-action-publique-c-est-produire-en-mieux-oui.54502>

Les défis écologiques et sociaux s'accroissent au fur et à mesure que nos marges de manœuvre financières se réduisent et que les tensions sociales pèsent sur la capacité à faire ensemble. Notre aptitude à remettre sur la table la création de nos politiques publiques pour leur donner un nouvel élan devient cruciale. Et rien ne se fera sans une nouvelle invention du faire ensemble.

Au sommaire :

- Cercles d'alliés, orientation, expérimentation. . . trois balises pour se lancer
- Sept jalons pour mobiliser les forces de sa collectivité au service de la coproduction de l'action publique
- Intégrer la coproduction dans la fonction RH : quelques réponses possibles
- Yoan Ollivier : «Coproduire, c'est créer des sphères d'engagement et des coalitions de travail»
- La caisse alimentaire commune de Montpellier, la coproduction d'une sécurité sociale de l'alimentation en pratique

Ces collectivités qui ont fait reculer l'absentéisme

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p.50-51

Démotivation, usure professionnelle liée au vieillissement et à la pénibilité, contraintes psychologiques, les facteurs explicatifs de l'absentéisme territorial doivent inciter les collectivités à s'emparer de ce sujet afin de continuer à être attractives et à offrir un service public de qualité.



La fusion territoriale, la fleur au fusil

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p. 52-53

L'agglomération Lubéron Monts de Vaucluse et la ville de Cavaillon ont créé un dispositif systémique : " La fleur de l'innovation managériale ". Objectifs : outiller les cadres, diffuser une culture commune de l'innovation et attirer les candidats.

Victime d'un manager incompetent ? Bienvenue en « kakistocratie » !

TheConversation.com, 26/02/2024

<https://theconversation.com/victime-dun-manager-incompetent-bienvenue-en-kakistocratie-224032>

Victime d'un manager incompetent ? Bienvenue en « kakistocratie » !

Alors que la compétence est vue comme un pilier du monde du travail, l'incompétence est partout. Le problème est qu'elle ne se niche pas uniquement dans les emplois subalternes, mais qu'on la retrouve dans les gouvernances de nombreuses organisations. Bienvenue en « kakistocratie », le monde de l'incompétence ! Le mot kakistocratie est construit à partir de deux mots grecs : kakistos (le pire) et cratos (le pouvoir). Si les kakistocraties existent depuis le début de l'humanité, le sujet trouve une nouvelle actualité avec le développement exponentiel du numérique et tout particulièrement de l'intelligence artificielle (IA), qui génère la « présomption de compétences ».

Mais avec quelle consistance ? Quelle profondeur ?

Le Document unique d'évaluation des risques professionnels dans la Fonction publique territoriale

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, 02/2024, 146 p

https://www.csftpt.org/sites/default/files/51_-_rapport_le_document_unique_devaluation_

Grâce à un travail d'analyse par les différents acteurs, il permet de mettre en place l'évaluation des risques professionnels ainsi que son plan d'actions. Il s'agit bien d'une approche globale dynamique qui conduit vers la rédaction du plan annuel de prévention pour élaborer le rapport annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail dans le cadre d'un dialogue social renforcé. Toutes ces étapes sont liées et s'alimentent mutuellement. Le DUERP n'est donc pas la compilation des risques potentiels mais bien une évaluation rigoureuse de ceux-ci, un diagnostic organisé des risques qui devient un support de l'action. Il s'inscrit bien dans une démarche collective sur la réalité du travail et d'analyse critique des prescriptions.

[🔗 Retour sommaire](#)



Un anthropologue au sein du service déchets

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p.64

Suite à la création de Haute-Corrèze communauté en 2017, le service déchets du territoire s'est retrouvé fragilisé. Retour sur une solution originale pour réorganiser le service, testée et approuvée par la collectivité : l'intervention d'un anthropologue.

Outre-Mer

La flore endémique de La Réunion menacée

Monde (Le), 16/03/2024, n° 24635, p. 9

<https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/03/15/a-la-reunion-la-riche-flore-endemique>

Les espèces invasives et la destruction des habitats naturels mettent en péril la survie des plantes indigènes.

Recensement à Mayotte, le dessous des stats

Libération, 15/03/2024, n° 13283, p. 8-9

<https://www.liberation.fr/societe/a-mayotte-les-dessous-dun-recensement-critique-si-les>

En s'appuyant sur sa dernière enquête, l'Insee dénombre 310 000 habitants sur l'île, quand les élus locaux, eux, s'accordent autour de 400 000, affirmant que les migrants ne sont pas comptabilisés. Une différence notable qui pourrait avoir une incidence sur le calcul des dotations annuelles de l'Etat.

La Nouvelle Calédonie frappée par la crise du nickel

Monde (Le), 13/03/2024, n° 24632, p. 16

Près de 25% des emplois du territoire sont liés à cette filière aujourd'hui concurrencée par l'Indonésie.

Santé en Outre-mer : Des territoires aux avant-postes de la recherche médicale (5/5) / DURAND

Marion

Outremers360.com, 08/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-sante-en-outre-mer-des->

Diabète et hypertension, maladies vectorielles et infectieuses, pathologies d'origine génétique. .
. Si les systèmes de santé ultramarins sont confrontés à de nombreuses difficultés, ces problématiques sont aussi le terreau d'une recherche médicale dynamique et innovante. Dernier volet de notre dossier consacré à la santé dans les Outre-mer.

Santé en Outre-mer : Une prise en charge et un dépistage des cancers à améliorer (4/5) / DURAND

Marion

Outremers360.com, 07/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-sante-en-outre-mer-une-prise>

Si l'incidence des cancers est globalement plus faible dans les Outre-mer, certains sont surreprésentés : le cancer de la prostate en Martinique, de l'œsophage à La Réunion, des poumons en Nouvelle-Calédonie ou du col de l'utérus en Polynésie. Les patients ultramarins sont souvent diagnostiqués plus tard et moins bien pris en charge sur le territoire. Dans le quatrième épisode de notre dossier sur la santé dans les Outre-mer, on s'intéresse aux causes d'un dépistage souvent tardif.

Guadeloupe : une collectivité annule les factures d'eau impayées depuis des années

Lemonde.fr, 07/03/2024

<https://www.lemonde.fr/outre-mer/article/2024/03/07/guadeloupe-une-collectivite->

« Depuis 2020, ce seront 29,75 millions d'euros de factures qui auront été annulées pour les usagers » pour des « raisons multifactorielles », a précisé, mercredi, le président de la communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre.

[↩ Retour sommaire](#)

À la Réunion, l'Écocité passe en mode opérationnel

Traits urbains, 03/2024, n° 142, p. 64-67

Appuyée sur un plan-guide durable et dotée d'un contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), l'Écocité de la Réunion poursuit son développement avec la présentation, au mois de décembre, de quatre lauréats de l'appel à projets urbains innovants Kreolab'.



Dispositif innovant de collecte alternative des bouteilles en plastique à Mayotte via des relais communautaires en zones inaccessibles

ADEME Réunion Mayotte, 2024, 7 p.

<https://librairie.ademe.fr/dechets-economie-circulaire/6950-dispositif-innovant-de->

Transformer les résidents en acteurs de l'environnement, c'est le défi de la Communauté d'Agglomération de Dembeni-Mamoudzou (CADEMA) en partenariat avec l'entreprise d'insertion LVD Environnement Mayotte, groupe ALOMAYJOB, pour la collecte et la médiation sanitaire et environnementale. Soutenue par l'ADEME, l'ARS et CITEO cette initiative innovante, renforcée en 2022, allie protection de l'environnement et insertion professionnelle.

Sciences Humaines/Société

Apprendre à apprendre, avec Grégoire Borst / BORST Grégoire

France culture, 23/02/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-apprendre-a-apprendre>

Comment mieux apprendre à apprendre ? Dans cette 6e saison de la collection de podcasts "Votre cerveau", Grégoire Borst, professeur de psychologie de développement et de neurosciences cognitives de l'éducation, vous éclaire sur les mécanismes fondamentaux qui sous-tendent nos apprentissages.

Podcast en 6 épisodes

L'écologie, un truc de bourgeois ?

Socialter, 02/2024, n° 62, p. 16-49

Pas écolos, les prolos ? Exclue de la consommation "verte", pris pour cibles par des politiques environnementales antisociales, les milieux populaires se tiennent à distance d'une écologie perçue, souvent à raison, comme bourgeoise. D'autant que la pensée écolo a parfois été tentée d'évacuer un peu vite les questions de classe. Une écologie populaire est-elle malgré tout possible ? L'histoire des deux derniers siècles est en tout cas jalonnée de luttes paysannes et ouvrières, souvent méconnues, pour la justice environnementale. Aujourd'hui, de nouvelles mobilisations écologistes émergent à bas bruit dans les banlieues et - de la Sécurité sociale alimentaire à la garantie d'emploi - les propositions foisonnent pour fédérer autour d'une écologie de rupture. À condition, peut-être, de "repenser des stratégies écologistes depuis les lieux de travail", comme y invitent de concert le philosophe Paul Guilibert et le syndicaliste Adrien Cornet.

<https://www.socialter.fr/produit/numero-62>

Sécurité civile et publique

Police administrative et réunions, manifestations ou représentations... aux dérapages prévisibles [Vidéo]

blog.landot-avocats.net, 21/03/2024, 8mn52

<https://blog.landot-avocats.net/2024/03/21/police-administrative-et-reunions->

Que faire quand une réunion, une manifestation ou une représentation (théâtrale par exemple) s'annonce avec de très très prévisibles dérapages ? Réponse en vidéo.

[↩ Retour sommaire](#)

Police municipale : les bleus passent au vert

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707

<https://www.lagazettedescommunes.com/918097/police-municipale-les-bleus-passent-au-vert/>

Le président de la République a appelé les collectivités à conduire la planification écologique de leurs territoires. Les 27 000 policiers municipaux que compte le pays participent activement à l'effort et s'emploient à revoir leurs modalités d'actions à l'aune de la transition.

Sécurité des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : enjeux et défis

Vie-publique.fr, 12/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/291366-securite-des-jeux-olympiques-de-paris-2024>

10 500 athlètes olympiques et 4 350 athlètes paralympiques participant à 878 épreuves dans 54 sports. 72 collectivités hôtes, plus de 40 000 bénévoles mobilisés, près de 13 millions de billets mis en vente. Les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 sont une manifestation sportive de grande échelle.

La chasse au bruit est lancée, mais de façon concertée

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41464442/la-chasse-au-bruit-est-lancee->

Travaux, trains, sirènes... Le comité local de lutte contre le bruit du 17ème arrondissement de Paris, créé en 2022 et qui obtient déjà des résultats, a été récompensé.

Les communes à l'épreuve des dommages causés par la colère sociale : Retour sur les incertitudes du régime de responsabilité du fait des attroupements / DUVERGER Fannie

Droit administratif, 03/2024, n° 3, p. 13-19

Marquée par les manifestations contre la réforme des retraites et les émeutes de 2023, l'actualité récente soulève à nouveau des questions concernant le régime de responsabilité du fait des attroupements. Malgré l'intérêt financier de ce régime pour la réparation des préjudices causés aux biens communaux, cette étude insiste sur les incertitudes et les effets parfois inattendus de la responsabilité de l'Etat dans ce domaine. Face au prix de la colère sociale, les communes paraissent ainsi de plus en plus démunies.

Vidéoprotection : les règles à respecter

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 50-51

Rappel du cadre légal et réglementaire sur la mise en place et l'utilisation de ce dispositif.

<https://www.cnil.fr/fr/technologies/videosurveillance-videoprotection>

Anticiper et gérer le phénomène des animaux errants

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 40-41

La présence de l'animal dans l'espace public peut présenter un risque pour les habitants et pour lui-même. Le maire doit intervenir.

Analyse juridique : la police de la publicité entre les mains des maires

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p.50-51

La décentralisation de la police de la publicité est entrée en vigueur au début de l'année. Un décret paru le 31 décembre adapte, actualise et corrige certaines dispositions réglementaires du Code de l'environnement.

Services techniques et transitions écologiques

Pourquoi la raison nous mène dans le mur

Libération, 21/03/2024, p. 20-21

<https://www.liberation.fr/idees-et-debats/environnement-pourquoi-la-raison-nous-mene->

«La Crise écologique de la raison», le simple titre du livre de Val Plumwood, écrit en 2002 et traduit en français en 2024, donne envie de l'ouvrir. C'est bien notre rationalité qui nous conduit à la catastrophe, et la philosophe australienne nous aide à comprendre pourquoi.

- Opposer agriculture et écologie ne sauvera personne

[↩ Retour sommaire](#)

Les solutions quand l'eau de mer pénètre dans les nappes phréatiques

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/918441/les-solutions-quand-leau-de-mer->

Les intrusions salines peuvent affecter l'exploitation des aquifères côtiers, en entraînant la fermeture de forages d'eau destinée à la consommation humaine.

Des études de caractérisation des intrusions salines, accrues notamment par la sécheresse, ont été réalisées pour plusieurs collectivités côtières.

La recharge artificielle maîtrisée des aquifères pour lutter contre le biseau salé peut parfois être une solution, mais elle est encore très rarement mise en œuvre.

Conditions de travail : des directeurs des services techniques sous pression

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 30

<https://www.lagazettedescommunes.com/918102/des-directeurs-des-services-techniques>

Selon une étude, le métier de DST est en mutation. Les réponses immédiates demandées par les élus accentuent les difficultés.

<https://www.lagazettedescommunes.com/905184/les-dst-sont-sous-pression-revele->

Adaptation climatique : « L'été 2003, en 2040, sera un été normal »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 18/03/2024, n° 2707, p. 26-27

<https://www.lagazettedescommunes.com/917705/lete-2003-en-2040-sera-un-ete-normal/>

Longtemps, l'adaptation a été le parent pauvre de la lutte contre le changement climatique. Actant que l'atténuation a jusqu'ici été trop lente, elle n'a trouvé grâce aux yeux de l'exécutif que depuis peu.

Pour Benoît Leguet, directeur général de l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), il n'est que temps d'intégrer les effets annoncés du réchauffement à la décision des élus locaux.

Climat : les nouvelles tactiques des scientifiques pour peser sur les politiques

Libération, 14/03/2024, p. 20-21

<https://www.liberation.fr/environnement/climat-les-nouvelles-tactiques-des-scientifiques->

Face aux politiques publiques toujours insuffisantes pour lutter contre le dérèglement climatique, des chercheurs tentent d'innover et de se démarquer de l'activisme en misant davantage sur l'interdisciplinarité et l'inclusion des acteurs des territoires.

Changement climatique : A Noirmoutier, barrage de vivre

Libération, 13/03/2024, n° 13281, p. 12-15

Face à l'érosion et à la montée des eaux, élus et habitants de l'île tentent de s'organiser pour empêcher le littoral de reculer.

L'un des points abordés par la Cour des comptes dans son rapport sur l'adaptation au réchauffement climatique.

Zones d'accélération : ce que change la directive « RED III »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 54-56

<https://www.lagazettedescommunes.com/916839/zones-daceleration-ce-que-change->

Une directive européenne revoit significativement à la hausse l'objectif global de production d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Dans cette analyse, Emma Babin, avocate associée au cabinet Gossement avocats, explique que le droit français relatif aux zones d'accélération pourrait être modifié afin d'assurer sa conformité à cette directive européenne.

Simplification du dispositif Mon Accompagnateur rénov', mode d'emploi

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 57

<https://www.lagazettedescommunes.com/916724/simplification-du-dispositif-mon->

Le dispositif « Mon Accompagnateur rénov' », qui vise à aider les ménages dans leurs travaux de rénovation énergétique dans leur logement, a été modifié sur plusieurs points à l'automne 2023. Retour sur ces modifications réglementaires.

[↩ Retour sommaire](#)

Les collectivités, une base solide pour les matériauuthèques

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/917686/les-collectivites-une-base-solide-pour>

Les matériauuthèques donnent une seconde vie aux matériaux issus du bâtiment. Elles permettent à tous les acteurs de la filière de limiter leur impact environnemental et répondent aux besoins des collectivités en matière de réduction des déchets et d'obligations légales, comme les clauses d'économie circulaire. Le soutien des collectivités aux matériauuthèques est un indispensable pour fortifier le modèle économique du projet.

« Arbres en ville : une politique à l'épreuve de l'adaptation »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 21

<https://www.lagazettedescommunes.com/916642/arbres-en-ville-une-politique-a-lepreuve>

Dans une tribune, Hélène Cruyppenninck, adjointe (Horizons) au maire d'Angers, et membre de la présidence de l'association Plante et cité, revient sur les efforts fournis depuis ces quinze dernières années pour améliorer la nature en ville. Elle rappelle cependant une réalité : en ville, la mortalité des arbres est jusqu'à deux fois supérieure à celle observée en forêt.

Ville durable : sauvons nos sols ! [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/917375/les-sols-patrimoine-vivant-pour-les-collectivites/>

Elément vivant ; le sol remplit de nombreuses fonctions - écologiques, paysagères, environnementales etc. En raison du zéro artificialisation nette, les collectivités sont amenées à porter un autre regard sur leur sol, afin de distinguer de futures zones à protéger ou à renaturer. Jusqu'à les inscrire dans les documents d'urbanisme.

Au sommaire :

- Quand le sol devient un élément structurant des programmes fonciers
- Petit à petit, l'écologue s'inscrit dans le paysage

<https://www.lagazettedescommunes.com/917367/petit-a-petit-lecologue-sinscrit-dans->

<https://www.lagazettedescommunes.com/917371/quand-le-sol-devient-un-element->

Montée des eaux : quelles solutions fondées sur la nature pour aider les littoraux français à s'adapter ? / BRGM

TheConversation.com, 07/03/2024

<https://theconversation.com/montee-des-eaux-queelles-solutions-fondees-sur-la-nature->

Elles s'appellent Martin, Klaus, Xynthia, Eleanor, Alex ou encore Ciaran ou Domingos pour celles qui ont touché la France en octobre 2023. Ces tempêtes rappellent, douloureusement au vu de leur bilan matériel et parfois humain, la vulnérabilité des littoraux, en Europe comme ailleurs.

Lancement d'un réseau d'élus référents transition écologique et énergétique : Élus pour agir

Cerdd.org, 07/03/2024

<https://www.cerdd.org/Actualites/Territoires-durables/Lancement-d-un-reseau-d-elus->

Sous l'égide du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et de la ministre de la Transition énergétique, l'ADEME lance un réseau unique d'élus référents transition écologique. L'objectif : fournir aux élus des clés de décryptage des enjeux et des leviers de la transition écologique ; mais aussi des outils pour agir localement. À l'échelle des Hauts-de-France, le lancement a lieu le mardi 12 mars 2024

Restaurer ou réensauvager la nature ?

TheConversation.com, 06/03/2024

<https://theconversation.com/restaurer-ou-reensauvager-la-nature-223690>

En écologie comme ailleurs, les mots qui commencent par « ré » sont à la mode tels la restauration ou le réensauvagement de la nature. Ils se sont imposés, ces dernières années comme divers chemins possibles pour faire face à un problème de taille : la destruction, la dégradation, la pollution des écosystèmes et la perte de biodiversité qui en découle. Ils sont désormais des vocables débattus dans l'arène politique et utilisés par les législateurs, avec par exemple l'adoption, en juillet 2023 d'une proposition de règlement pour la restauration de la nature par le Parlement européen. Mais que décrivent réellement ces deux termes ? Sont-ils antagonistes ? Quelles visions de la nature proposent-ils ? Tâchons de faire le point.

[↩ Retour sommaire](#)



Adaptation au changement climatique en milieu urbain : la ville de Tours a commencé à planter des "arbres de pluie"

France3-regions.fr, 01/03/2024

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/indre-loire/tours/adaptation->

L'arbre de pluie est une solution fondée sur la nature qui présente de nombreux bénéfices, notamment en matière d'adaptation au changement climatique. Une technique qui utilise presque exclusivement l'eau de pluie pour alimenter l'arbre, favoriser sa croissance et son développement. Et permet d'améliorer le cadre de vie tout en favorisant la biodiversité en ville.

Digues domaniales : après le transfert, les collectivités parent à l'urgence

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 30-33

Elles ont hérité, depuis le 29 janvier, de la gestion des digues domaniales de protection contre les inondations, auparavant assurée par l'État. Elles n'ont pas le temps de digérer ce transfert qui fut pourtant un parcours du combattant éprouvant. Leur défi : ne pas se laisser noyer sous les urgences et assumer leurs responsabilités.



Climat : une mobilisation collective pour l'adaptation

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p.39

Dans l'Indre, une démarche partenariale se met en place pour construire un plan d'action pour s'adapter au changement climatique. Son originalité principale est de souhaiter engager une dynamique collective, portée par une gouvernance collégiale.

La tentation du retour en arrière environnemental dans les collectivités

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p.16-17

<https://www.lettreducadre.fr/article/une-tentation-de-retour-en-arriere-environnemental->

ZAN, ZFE, normes environnementales : certains cadres territoriaux pointent le risque d'un retour de bâton environnemental dans leur territoire. Manque de lisibilité, défaut de gouvernance, manque d'acceptabilité sociale, sentiment d'injustice sont autant d'ingrédients qui alimentent le risque de retour en arrière-face à l'urgence climatique.

Le réchauffement climatique dans les Alpes : déclin des glaciers et de l'enneigement, et conséquences sur la ressource en eau / FRANCOU Bernard

Futuribles, 03/2024, n° 459, p. 29-46

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2024-2-page-29.htm>

Les montagnes sont aux avant-postes du réchauffement climatique. Dans les Alpes, ses effets s'observent sur le recul des glaciers et le déclin de l'enneigement, avec un rythme qui s'accélère depuis le début des années 2000. D'autres aspects de l'environnement sont concernés : en haute montagne, la dégradation du pergélisol et la remontée des écosystèmes en altitude ; plus bas, la fragilisation des alpages et des forêts. À cela s'ajoutent des tensions sur la ressource en eau à la suite des sécheresses et des fortes chaleurs estivales qui peuvent survenir de nos jours dès la fin du printemps et se prolonger jusqu'à l'automne, comme cela a été le cas en 2022. C'est là un problème nouveau pour les régions de montagne, qui étaient plutôt connues pour être des châteaux d'eau distribuant généreusement la ressource aux régions périphériques. Une telle évolution fait peser des risques sur l'économie de la montagne, les activités traditionnelles comme le pastoralisme et la sylviculture, mais aussi le tourisme, en particulier celui qui repose sur le ski en station, richesse de nombreuses vallées alpines depuis son essor dans les années 1960. On se focalisera ici sur l'impact du recul des glaciers et de la neige sur les régimes des cours d'eau, les tendances observées depuis quelques décennies, et celles que l'on peut prévoir à l'horizon 2050-2100.



Déchets - Une réorganisation qui responsabilise les usagers

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p. 38

Confrontée à une dégradation de la salubrité des berges de la Saône, la métropole de Lyon a expérimenté une nouvelle organisation des points de collecte des déchets, en les supprimant des berges et en les remontant sur les quais hauts. Le succès est à la clé.

[Retour sommaire](#)

Sur l’empreinte carbone des Français une première enquête sur leurs comportements /

BOUTANG Jérôme

Futuribles, 03/2024, n° 459, p. 47-62

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2024-2-page-47.htm?contenu=article>

L’empreinte carbone de la France ne se limite pas aux émissions directes sur son territoire mais inclut également les émissions liées à la consommation de tous les biens et services, qu’ils soient produits en France ou importés, à l’exclusion des émissions liées aux exportations.

L’enquête que nous présentons dans cet article offre une perspective unique sur l’empreinte carbone des Français, un sujet peu exploré jusqu’à présent, fournissant des informations précieuses pour comprendre et orienter les politiques de décarbonation. Les pouvoirs publics (État et collectivités territoriales), les organisations et les ménages portent chacun une responsabilité dans la demande finale de biens et services.

" 2 tonnes ", un serious game qui veut mettre KO le réchauffement climatique

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p.44-45

<https://www.lettreducadre.fr/article/2tonnes-le-serious-game-qui-met-ko-le-rechauffement->

Après la Fresque du climat, quelque peu théorique, la Convention citoyenne un tantinet frustrante, des collectivités se tournent vers l’atelier « 2tonnes ». Lequel présente la singularité de se dérouler à la façon d’un serious game. De quoi s’immerger et stimuler l’envie d’agir. Retours d’expérience.

Eaux pluviales : Inondations par ruissellement, un risque à prendre au sérieux

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p. 36-37

Du Nord au Sud, les inondations s’intensifient. Parmi ces phénomènes, l’inondation par ruissellement est particulièrement mal connue. Avec l’accroissement des surfaces artificialisées et les fortes pluies liées au changement climatique, ce risque prend de l’ampleur.



À Orléans, les eaux usées alimentent le chauffage urbain

Ademe.fr, 03/2024

<https://infos.ademe.fr/energies/2024/a-orleans-les-eaux-usees-alimentent-le-chauffage-urbain/>

Des eaux usées pour chauffer les bâtiments, qui l’eût cru ? Depuis le 15 janvier 2024, dans le quartier d’Orléans La Source, la station d’épuration alimente une extension de 3 km du réseau de chaleur existant. Ce qui permet de chauffer 310 logements dans la commune voisine d’Olivet, un bâtiment de la faculté des sciences et les locaux de la présidence de l’université d’Orléans.

Coordonner l’ingénierie pour protéger les terres agricoles

Techni.cités, 03/2024, n° 371, p.24-25

Face à la baisse du nombre d’agriculteurs, des collectivités de Haute-Garonne agissent avec l’aide de l’agence technique départementale et de collectifs d’acteurs de la transition pour protéger les terres agricoles et réinstaller un maraîchage de proximité.

L’indispensable dialogue entre habitants, agriculteurs et élus pour concilier économie et écologie

Lettre du cadre territorial (La), 03/2024, n° 576, p. 36-37

<https://www.lettreducadre.fr/article/l-indispensable-dialogue-entre-habitants-agriculteurs>

Comment faire cohabiter les impératifs écologiques et des activités souvent destructrices pour la biodiversité et le climat ? Les maires doivent souvent jouer les équilibristes pour concilier économie et écologie. Lorsque les aspirations diffèrent entre agriculteurs et habitants, ils n’ont d’autre choix que de tenter de créer les espaces de dialogue et de rechercher le compromis.

Nicolas Legendre : «Comme une grande fumeuse, l’agriculture est devenue accro aux pesticides»

lettreducadre.fr, 22/02/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/nicolas-legendre-comme-une-grande-fumeuse>

Le journaliste a longuement enquêté sur l’industrie agro-alimentaire breton. Fin connaisseur du monde agricole, il raconte les ambiguïtés d’un système qui a permis aux agriculteurs d’affronter la mondialisation mais qui les empêche aussi de s’en émanciper.

[↩ Retour sommaire](#)

Adapter la voirie urbaine au changement climatique : le Cerema publie un recueil de solutions /
Cerema.fr, 31/01/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/adapter-voirie-urbaine-au-changement-climatique-cerema>

Avec l'évolution du climat, notamment dans les villes, les voiries urbaines doivent être adaptées pour améliorer le confort d'usage, être plus durables, et maintenir l'attractivité des mobilités actives et des transports en commun. Le Cerema a mené une étude pour dresser un panorama de solutions mises en œuvre dans les territoires pour améliorer le confort et la résilience des voiries.

Social/Santé



Une complémentaire santé aux petits soins pour ses habitants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41490525/une-complementaire-sante->

Un partenariat du conseil départemental de Haute-Vienne (372100 habitants) avec une association d'assurés permet d'offrir aux habitants une complémentaire santé accessible.

Politique de la ville : "Où est passée la lutte contre les discriminations ?"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/919207/ou-est-passee-la-lutte-contre-les-discriminations/>

Entretien avec Khalid Ida Ali, président de l'Inter-réseau des professionnels du développement social urbain.

Gestion déléguée : comment garantir la qualité de l'accueil en crèche

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 25/03/2024, n° 2708, p. 30-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41490499/comment-garantir-la-qualite->

Dans l'accueil de la petite enfance, le secteur privé lucratif gagne du terrain, notamment grâce aux délégations de service public. On leur prête un meilleur contrôle des coûts et une plus grande efficacité. Au détriment de la qualité ? La maîtrise de la masse salariale, souvent invoquée pour justifier la délégation de service, doit être revue à l'aune des alertes sur l'accueil des enfants. Désormais, des collectivités privilégient l'offre la mieux-disante.

Déléguer ne signifie pas signer un chèque en blanc. La collectivité doit être au clair sur le niveau de service qu'elle veut rendre afin de l'imposer par contrat au délégataire, tout en contrôlant son application.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41490504/visites-audits-sondages-des->

Proposition de loi "Bien vieillir" : un accord a été trouvé entre sénateurs et députés

Média social (Le), 13/03/2024

<https://www.lemediasocial.fr/proposition-de-loi-bien-vieillir-un-accord-a-ete-trouve->

Le 12 mars, un accord a été trouvé en commission mixte paritaire sur la proposition de loi « Bien vieillir », ce alors que les deux chambres parlementaires avaient voté des textes passablement différents.

Les bienfaits de la reprise de l'aide à domicile par une entreprise publique locale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/916415/les-bienfaits-de-la-reprise-de-laide->

Le Lot, dont la population est l'une des plus âgées de France était confronté aux déficits chroniques et au manque de structuration de ses associations d'aide à domicile.

Pour garantir une continuité de service sur l'ensemble du territoire et enrayer les déficits, le conseil départemental a créé une entreprise publique locale.

Cette société a repris les structures en difficulté, rétabli l'équilibre financier, et propose des avantages intéressants à ses salariés.

[↶ Retour sommaire](#)



Des formations en Ehpad pour remettre le pied à l'étrier

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/03/2024, n° 2706, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/916741/des-formations-en-ehpad-pour->

Les chantiers d'insertion du groupement gérontologique du cœur d'Hérault ont pour objet le retour à l'emploi des allocataires du RSA mais aussi des jeunes de moins de 26 ans en difficulté, et des demandeurs d'emploi de longue durée.

Bioéthique : quelle prise en charge de la fin de vie ?

Vie publique, 11/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19353-bioethique-quelle-prise-en-charge-de-la-fin-de-vie>

Emmanuel Macron a annoncé la présentation prochaine d'un projet de loi qui doit ouvrir la possibilité d'une aide à mourir sous certaines conditions strictes. Retour avec Vie publique sur les différents débats en cours et sur la législation en place avec notamment la loi "Claeys-Leonetti" de 2016 autorisant le recours à la sédation profonde.

Qualité de l'air extérieur : un air sain pour tous ? - Retour sur le webinaire du 7 décembre 2023

Cerema.fr, 06/03/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-exterieur-air-sain-tous-retour-webinaire-du-7>

La matinée du 7 décembre 2023 a permis de rassembler une trentaine de participants (collectivités de Centre-Val de Loire, Services de l'Etat, AASQA locale ...) autour de la thématique de la qualité de l'air extérieur. Organisée par le Cerema, avec l'appui de la DREAL Centre-Val de Loire, de Lig'Air, des antennes régionales de Santé publique France et de l'Observatoire régional de Santé et de l'Université de Tours, elle avait pour but de mettre à disposition les clés de compréhension pour intégrer la qualité de l'air extérieur dans les politiques publiques et œuvrer pour son amélioration.

L'inscription de l'IVG dans la Constitution, un message envoyé à «toutes les femmes du monde»

Lemonde.fr, 05/03/2024

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/03/05/l-inscription-de-l-ivg-dans-la->

Par 780 voix pour contre 72, les parlementaires réunis en Congrès à Versailles, lundi 4 mars, ont adopté la révision constitutionnelle visant à protéger la liberté d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse. Une cérémonie ouverte aux Français officialisera cette inscription le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes.

Certification, comme une ritournelle entêtante / LEBLONG MASCLET Gwenaël

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2024, n° 3, p. 148-149

Comment vivre le processus réglementaire de la certification hospitalière autrement que comme une contrainte ? Les hôpitaux du Bassin de Thau, à Sète, ont assumé un virage musical. Ou comment mobiliser des communautés hospitalières autour d'un processus artistique inspiré de l'industrie du disque, au profit d'une sensibilisation en profondeur sur les enjeux de qualité et de sécurité. Entre communication décalée et démarche identitaire. Retour sur une expérience qui assume pleinement son brin loufoque. Sur des airs de "Je, je, suis en routine", inspirés de Mylène Farmer.

<https://www.hopstars.fr/>

<https://www.studiohbt.fr/>

<https://www.enroutine.fr/julien/>

Fractures sociales, les élus locaux en première ligne [Dossier]

Zepros Territorial, 03/2024, n° 39, p. 16-19

<https://territorial.zepros.fr/journaux/territorial/numeros/territorial-39>

- Fractures sociale. Les élus locaux en première ligne
- La fondation Macif, pour une société plus juste et plus inclusive
- Un cran de moins à la ceinture
- "Agir sur la prévention, faute de mieux"
- Flore Théron (Directrice de la DRASS d'Occitanie)
- Quand les élus soutiennent les jeunes
- Un plan Marschall pour la protection de l'enfance

[🔗 Retour sommaire](#)

Logement d'abord - De la parole aux actes ?

Direction(s), 03/2024, n° 228, p. 22-29

Outil mis au service de la politique du Logement d'abord, le service public de la rue au logement a été lancé en 2021 pour concourir à la réduction significative du nombre de personnes sans abri. Une ambition entravée par l'explosion des besoins et la saturation des dispositifs auxquelles les acteurs du champ Accueil, Hébergement, Insertion tentent de faire face.

- « Toute une administration dédiée », explications de Jérôme d'Harcourt, adjoint à la Dihal
- « Des questions à la fois conjoncturelles et durables », Jeanne Dietrich conseillère technique Hébergement-Logement à l'Union nationale Uniopss
- Une mise en œuvre réellement accélérée ? Expérience du Grand Lyon
- La formation, un enjeu de taille

Métiers de l'humain, la résistance s'organise / MARCELLOT Gilles, ROUZEL Joseph

Vie sociale et traitements, 03/2024, n° 161, p. 14-70

De moins en moins d'inscrits à Parcoursup dans les professions sociales ; des effectifs en formation en nette diminution : certaines promos sont à moitié pleines ; des établissements qui peinent à trouver des travailleurs sociaux qualifiés. . . Une avalanche de témoignages sur les réseaux sociaux de professionnels qui démissionnent, qui n'en peuvent plus des méthodes managériales féroces, qui disent ne plus (re)trouver les sens de leur engagement premier, noyés sous les procédures, évaluations et autres tracasseries incessantes... Que se passe-t-il dans les professions sociales où longtemps le sens de l'engagement et de la solidarité a pu compenser la faible reconnaissance salariale ?

Enfin notons que ça n'est pas tous les travailleurs du social qui sont gagnés par la morosité ambiante. Il y a peut-être une crise générale du rapport au travail. Un peu partout des résistances s'organisent à bas bruit, des inventions naissent, des espoirs demeurent vivants.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2024-1.htm>

Métiers : attirer et fidéliser les professionnels [Dossier]

Territoires du social, 03/2024, n° 546, p. 14-24

- "Des structures en difficulté, des professionnels essoufflé" - Entretien avec Mathieu Klein, Président du Haut Conseil du Travail social, Maire de Nancy, Président du Grand Nancy
- Les actions des CCAS "Les métiers de demain seront centrés sur l'accompagnement - Entretien avec Alain Lejeune, Président de l'UDCCAS 76, Vice-Président du CCAS de Barentin, Administrateur de l'Unccas
- A Gannat (Allier), une méthode RH gagnante - Depuis 2018, le CCAS de la petite commune de l'Allier a totalement revu l'organisation de travail de son service d'aide à domicile afin de le rendre plus attractif.
- "Ne réduisons pas l'attractivité à la problématique de la revalorisation salariale" - Entretien avec Daniel Goldberg, Président de l'Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss)
- Observatoire MNT : les métiers territoriaux "à la loupe", les travaux de MNT visent à mieux maîtriser les risques sanitaires et professionnels et à améliorer l'environnement social des agents.
- Avec le sens du service public, une réflexion transversale - Johan Theuret, l'un des cofondateurs du Think Tank réunissant les trois fonctions publiques, veut donner de la visibilité aux problématiques qui impactent les agents et la qualité de service

<https://solidarites.gouv.fr/livre-blanc-du-travail-social-2023>

Quel avenir pour le service public de la petite enfance ?

Intercommunalités, 03/2024, n° 291, p. 10-21

<https://www.intercommunalites.fr/magazine-intercommunalites/>

Promulguée le 18 décembre 2023, la loi pour le plein emploi porte création d'un statut d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant à la charge des communes. Alors qu'un tiers des intercommunalités sont compétentes en la matière et que les financements de la caisse nationale des allocations familiales encouragent la contractualisation à cette échelle, le fonctionnement de ce nouveau dispositif interroge dans les territoires.

[↩ Retour sommaire](#)



Des services civiques « Grand âge » à Loire-Authion

Maires de France, 03/2024, n° 421, p. 36

Le centre communal d'action sociale de la ville (Maine-et-Loire, 16 858 hab.) accueille des jeunes en service civique solidarité seniors pour éviter l'isolement des aînés.

Télétravail : poursuivre la recherche pour mieux évaluer les effets potentiels sur la santé / Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail, 19/02/2024

<https://www.anses.fr/fr/content/teletravail-poursuivre-recherche-effets-potentiels-sante>

Le recours massif au télétravail et aux technologies associées a de fortes conséquences sur les organisations de travail. L'Anses fait le point sur les effets potentiels du télétravail sur la santé des travailleurs, en se fondant sur une étude réalisée à sa demande par l'Institut de recherche en santé environnement et travail (Irset) qui dresse un état des lieux des connaissances disponibles. L'Agence identifie des effets sanitaires potentiels liés au développement de cette modalité d'organisation du travail et rappelle la nécessité de poursuivre la recherche dans ce domaine, afin de pouvoir identifier et évaluer les risques, en vue de mieux les prévenir.

Santé et changements climatiques : allier atténuation, adaptation et prévention en santé [Etude] / Réseau Français des Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, 02/2024, 12 p.

<https://villes-sante.com/publication-du-point-villes-sante-sante-et-changements->

Ce point des villes-santé donne à voir comment les collectivités peuvent agir sur les causes de ces dérèglements climatiques et s'adapter aux conséquences.

Négligences intrafamiliales - Repérer et protéger les enfants

Vie sociale, 2023, n° 44, p. 7-147

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2023-4.htm>

Le présent numéro est le fruit d'un partenariat inédit entre la revue Vie Sociale et l'Observatoire national de protection de l'enfance (ONPE) visant à faire connaître l'état des connaissances scientifiques et expérientielles aujourd'hui disponibles sur les négligences faites aux enfants dans un cadre intrafamilial. En France, les négligences restent encore peu instruites. Or, les conséquences graves, durables et parfois irréversibles qu'elles engendrent sur le développement de l'enfant, imposent d'améliorer leur (re)connaissance en tant que forme de maltraitance afin de mieux protéger les enfants qui en sont victimes et d'accompagner leurs familles.

Les différents auteurs apportent des regards pluridisciplinaires (droit, pédopsychiatrie, sociologie, psychologie, pédiatrie, etc.) et s'appuient sur des approches plurielles et complémentaires (écosystémiques, développementales, théorie de l'attachement, perspective psychanalytique) pour saisir la complexité de la définition des négligences, leurs conséquences sur le développement de l'enfant, les difficultés de leur repérage et de leur prise en charge

Par la richesse des connaissances théoriques et pratiques qu'elle apporte, cette publication ouvre de nombreuses réflexions pour alimenter la recherche, les pratiques professionnelles comme les politiques publiques.

Au sommaire :

I - Approches plurielles des négligences : définitions écosystémique, juridique et développementale :

- Les négligences, entre contextes sociaux, enfants et familles

- L'approche juridique des négligences

- Analyse processuelle des situations de négligence

II - Les enjeux du repérage des négligences : complexité, précocité et conséquences :

- Comment repérer les négligences ? - Entretien avec Rosa Mascaró

- Les difficultés à repérer, mesurer et qualifier les négligences sur mineurs

- Situations d'incapacités parentales : les pathologies des liens parents-enfants - Approche clinique

III - Prendre en charge les enfants en situation de négligences

- Un programme pour soutenir la sensibilité parentale en protection de l'enfance

- Répétition et résilience dans la clinique de la négligence

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...



Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>



Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)